

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 19 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OI FRANCE SAS

2 rue Abbé Delorme
42 340 Veauche

Références : UID4243-DSSP-025-378
Code AIOT : 0006103523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 novembre 2025 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42 340 Veauche. L'inspection a été annoncée le 27/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42340 Veauche
- Code AIOT : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'OI FRANCE, site de Veauche est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 13 mars 2015.

Le site a déposé un dossier d'autorisation environnementale afin de pouvoir augmenter sa capacité de production et présenter les modifications apportées sur le site de Veauche, dont le remplacement d'un four verrier par un four de technologie hybride et la mise en place d'équipements permettant la récupération de chaleur fatale du process.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un ensemble de travaux est engagé sur le site accompagnant le remplacement du four F4. L'exploitant cherche à apporter des améliorations sur son site et à améliorer leur rejet.

Des baies d'analyses seront vérifiées à la mise en route du four afin de fiabiliser les autosurveillances, ainsi qu'une analyse de bruit afin de garantir que le nouveau projet n'entraîne pas de nouvelles nuisances.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 11.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	EAUX	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	EAUX	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1	Sans objet
3	AIR	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.7	Sans objet
6	EAUX	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nouvelle technologie du four est un process novateur pour l'industrie du verre. Un bilan sur les émissions atmosphériques sera programmé pour septembre 2027 afin de discuter des éventuels problèmes de mesurages rencontrés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des analyses réglementaires
Prescription contrôlée : <u>Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées :</u> – Débit, Poussières, Oxydes de soufre, Oxydes d'azote, CO : en continu ; – Chlorure d'hydrogène, annuelle, Fluor et composés, Cadmium, mercure et thallium, Arsenic, cobalt, nickel et sélénium, Plomb, Antimoine, chrome total, cuivre, étain, manganèse et vanadium,

<p>Formaldéhyde et phénol, Amines (exprimé en azote) : annuellement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – Composés organiques volatils totaux : en continu ; – Ammoniac : en continu (à partir du prochain AP).
<p>Constats :</p> <p>En 2025, les analyses réglementaires ont été réalisées lors de l'arrêt des systèmes de traitement afin de caractériser les rejets bruts (sans traitement des fumées). Ces données servent aux calculs des émissions émises annuellement renseignées dans GEREPE en cas d'indisponibilité des unités de traitement.</p> <p>Pour 2026, les analyses réglementaires seront réalisées en janvier 2026, avant la reconstruction du four F4.</p> <p>Dans le même temps, les analyses de calibration (QAL et AST) sont prévues (janvier 2026) car l'appareil de mesure des poussières de F3 a été remplacé en octobre 2025.</p> <p>Une analyse par un laboratoire extérieur sera également prévu avant la fin d'année 2026, après l'installation du four Flexhybride F4 et le changement de la baie du même four afin de fiabiliser les mesures de ce nouveau système de fonctionnement et valider les autosurveillances.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Réaliser les analyses réglementaires en janvier 2026 et fin d'année 2026, après les travaux.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : AIR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, INDISPONIBILITÉ DES UNITÉS DE TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément à l'article 3.1.1, si une indisponibilité des unités de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R 512-69 du Code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p> <p><i>Rappel: Une indisponibilité, c'est lorsque le système de traitement ne peut assurer pleinement sa fonction, c'est à dire conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, ce n'est pas seulement lors de l'arrêt du dispositif mais également lors de l'entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration... .</i></p> <p><i>Les unités de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant envoie chaque mois les heures d'indisponibilité des unités de traitement à</p>

<p>l'inspection.</p> <p>Au 30/10/2025, 769,5 heures d'indisponibilité étaient comptabilisées suite aux travaux réalisés : raccordement du système de récupération des fumées, changement du brûleur du DÉNOx, ajout d'un système de nettoyage du brûleur à l'air comprimé pour éviter que les fumées ne remontent dans les tuyauteries, attente du décrassage du catalyseur (prévu lors de l'arrêt du four, 1^{er} trimestre 2026) mais nettoyages en interne.</p> <p>permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour l'année 2025, le site est non conforme vis-à-vis du nombre d'heures d'indisponibilité des unités de traitement.</p> <p>Dans la pratique industrielle, l'arrêt des installations est demandé en cas de dysfonctionnement des systèmes de traitements. Dans une verrerie, l'arrêt des installations est impossible, il lui est donc demandé de tenir un registre d'entretien et de bon fonctionnement des dispositifs de traitement des fumées à jour et comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – date des incidents ; – cause des incidents ; – solutions apportées pour remédier aux incidents. <p>Un plan d'action et/ ou une procédure de maintenance doit être rédigé(e)s afin que l'exploitant garantisse mettre tout en œuvre et ce, dans les plus brefs délais, pour un retour conforme des concentrations de ses rejets atmosphériques.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : AIR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, CHEMINÉES ET VITESSES D'ÉJECTION</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale de chacune de ces cheminées, est au moins égale à 8 m/s.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'heure actuelle la vitesse en sortie des 2 cheminées est respectée mais les travaux sur le four F4 vont modifier les débits de fumées.</p> <p>L'exploitant indique que le convergent de F4 va être redimensionné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La conformité de la vitesse d'éjection des 2 cheminées sera vérifiée avant la fin d'année 2026 afin de s'assurer que les modifications sur l'installation suite au changement de four n'entraînent pas de non-conformités (incertitude sur les débits futurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 11.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, REJETS ATMOSPHÉRIQUES ET RESPECT DES VLE
Prescription contrôlée : VOIR TABLEAU de l'AP
Constats : L'exploitant transmet ses autosurveillances mensuelles et justifie des dépassements entraînant des non-conformités des valeurs limites d'émissions. Il indique que : <ul style="list-style-type: none">– les dépassements ponctuels en CO sont liés à des ajustements d'excès d'air sur les fours,– les dépassements en SOx sont ponctuels et moins fréquents que les mois précédents (1 à 2 jours par mois) car des améliorations ont été apportées au système d'injection de chaux : changement des vis d'injection, optimisation des courbes de tuyauteries, installation d'un assécheur d'air, diminution de la quantité de réactif dans le silo afin de ne pas l'exposer à l'humidité ambiante, amélioration de l'étanchéité en partie haute du silo... . L'idée de changer de réactif est abandonnée car non concluante lors des essais de substitution. Les dépassements en NOx sont liés à l'encrassement du catalyseur. Ce catalyseur sera changé (après une durée de vie de 5 ans) lors de la maintenance préventive des systèmes de traitement prévue en avril 2026. Deux opérations de nettoyages intermédiaires, en interne, ont également été réalisées au cours du mois d'août, le 06 et 27 août et un nettoyage par une société extérieure a été réalisée début octobre 2025. Les dépassements en NH3 sont dus à l'encrassement du catalyseur et il faut adapter en permanence l'injection d'ammoniaque. Pour les mois de juin, juillet 2025, la valeur moyenne mensuelle en NH3 était de 36 mg/Nm ³ . En août et septembre, la valeur moyenne était de 29 mg/Nm ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'est engagé à réaliser des nettoyages interne du DeNox afin de limiter ses rejets (NH3 / NOx) dès que les valeurs en émissions sont non conformes jusqu'au changement du catalyseur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">– n° 1 : sortie de station de traitement des effluents,

<ul style="list-style-type: none"> – n° 2 : eaux calcins, – n° 3 à 8 : eaux pluviales, – n° 9 à 11 : eaux sanitaires.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des rejets aqueux. Il est comptabilisé 17 points de rejets alors que dans l'AP, 11 points de rejets sont référencés (ceux passant par un séparateur).</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier du respect des VLE en transmettant les analyses correspondantes sur les 17 points de rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Réseau public/ Eau potable 8 000 litres, Pompage dans la Loire/ Eau de la Loire 90 000 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des travaux en modernisant les pompes et en les faisant fonctionner qu'en cas de besoin et non en continu. Ainsi, il a réalisé des gains énergétiques et financiers. Il demande que les volumes de prélèvements dans la Loire soient abaissés, en passant d'un volume autorisé de 90 000 m³ à 65 000 m³.</p> <p>L'inspection prend note de cette modification et modifiera l'AP en décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 10.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Nature et fréquence d'analyse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence biannuelle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux : pH. Conductivité. Niveau piézométrique.</p>

<p>Hydrocarbures totaux (HCT C10-C40). COHV. HAP. Métaux : aluminium, arsenic, bore, cadmium, chrome total, manganèse, plomb et zinc. BTEX et TCE.</p> <p>Ces paramètres pourront être complétés par toutes autres substances identifiées en quantité significative dans les eaux souterraines. Dans le cas où une ou plusieurs de ces substances s'avéreraient absentes, l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées, pourra se dispenser de réaliser les analyses correspondantes. Ces dernières seront effectuées selon les normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence d'analyse biannuelle est respectée.</p> <p>En 2025, les analyses ont été réalisées le 11 avril et le 3 septembre.</p> <p>Cependant, il est relevé une non-conformité en manganèse et arsenic, dans le piézomètre 9C.</p> <p>En avril 2025, il est relevé :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 950 µg/l au lieu de 50 µg/l en manganèse, – 22 µg/l au lieu de 10 µg/l en Arsenic, <p>(même ordre de grandeur pour septembre 2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra chercher les causes de ces fortes concentrations dépassements et informera l'inspection.</p> <p>Il transmettra son plan d'action sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>